Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 1205-9145

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 3 décembre 2007
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Enquête sur la participation et les limitations d'activités, 2006 3
Selon un nouveau rapport, plus de 4,4 millions de Canadiens (un Canadien sur sept) ont indiqué avoir une incapacité en 2006, en hausse de plus de trois quarts de million de personnes en cinq ans.

Intermédiaires financiers de dépôts : activités et performance économique, 2006 6
Les importants niveaux de l'emploi et les fortes dépenses des consommateurs et des entreprises ont alimenté la croissance du volume des prêts et des dépôts en 2006. Pour cette raison, la valeur des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts s'est accrue de 5,0 % par rapport à 2005.

(suite à la page 2)

Calendrier de diffusion
2008

La liste des dates de diffusion de 29 indicateurs économiques clés pour l'année 2008 paraît aujourd'hui. Au nombre de ces indicateurs, on retrouve par exemple l'Enquête sur la population active dont les données sont publiées sur une base mensuelle ou encore la Balance des paiements internationaux dont les données sont publiées chaque trimestre.

Le mode de présentation de ce calendrier permet une consultation par ordre alphabétique selon le titre de l'indicateur et selon le mois de diffusion.

L'utilisateur devrait prendre note que ce calendrier ne renferme pas toutes les dates de diffusion des communiqués qui sont publiés par Statistique Canada. Afin d'avoir un aperçu plus complet des communiqués à venir, le lecteur est invité à consulter l'édition du vendredi du *Quotidien* qui fournit la liste des publications de la semaine suivante. De plus, l'édition du *Quotidien* du dernier jour ouvrable de chaque mois renferme une liste des communiqués qui paraîtront le mois suivant.

Le *Calendrier de diffusion* de 2008 peut maintenant être consulté gratuitement à partir de la page du *Quotidien* de notre site Web en version HTML et en version PDF.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Julie Bélanger au 613-951-1088 (*julie.belanger@statcan.ca*), Division des communications et des services de bibliothèque.

Investissement en construction résidentielle, troisième trimestre de 2007 10
Énergie électrique, septembre 2007 11
Papier-toiture asphalté, octobre 2007 11
Charbon et coke, septembre 2007 11
Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, troisième trimestre de 2007 12
Programme international pour le suivi des acquis des élèves, 2006 12

Nouveaux produits 13

Communiqués

Enquête sur la participation et les limitations d'activités

2006

Selon un nouveau rapport, un nombre estimatif de 4,4 millions de Canadiens (un Canadien sur sept) ont indiqué avoir une incapacité en 2006, en hausse de plus de trois quarts de million de personnes en cinq ans.

Le rapport est fondé sur les données de l'Enquête sur la participation et les limitations d'activités (EPLA). Les données montrent que le nombre de personnes ayant indiqué avoir une incapacité a augmenté de 21,2 % par rapport à 3,6 millions de personnes en 2001, soit l'année la plus récente au cours de laquelle l'enquête a été menée.

En 2001, 12,4 % de la population ont indiqué avoir une incapacité. En 2006, ce taux avait crû pour atteindre 14,3 %.

Le rapport laisse entendre que le vieillissement de la population est un des facteurs à l'origine de la hausse, quoiqu'il joue seulement un rôle partiel. La plus grande acceptation sociale quant à la déclaration des incapacités peut avoir été un des autres facteurs.

Les répondants ont eux-mêmes indiqué leurs incapacités aux intervieweurs. Le rapport suggère que la perception de l'incapacité a changé de façon considérable à mesure que la société a évolué, et que les répondants sont probablement davantage disposés à en faire rapport.

Les troubles d'apprentissage ont considérablement augmenté entre 2001 et 2006, tant pour les enfants que pour les adultes. Parmi les enfants âgés de 5 à 14 ans, les troubles d'apprentissage constituent désormais la forme la plus commune d'incapacité en plus des états chroniques.

Les adultes sont touchés principalement par les problèmes liés à la douleur, à la mobilité et à l'agilité. Près de 3 millions d'adultes âgés de 15 ans et plus (soit 11 % de ce groupe d'âge) ont indiqué une de ces limitations.

En ce qui concerne les Canadiens en âge de travailler (de 15 à 64 ans), la douleur est la forme d'incapacité la plus commune, suivie de près par les limitations de la mobilité ou de l'agilité. En ce qui concerne les personnes âgées de 65 ans et plus, les limitations de la mobilité constituaient l'incapacité la plus commune.

Un peu plus du tiers des adultes (35,4 %) ont déclaré avoir des incapacités légères, environ un quart (24,8 %), des incapacités modérées, et 39,8 %, des incapacités variant entre des incapacités sévères et très sévères. Ces proportions sont approximativement les mêmes parmi les enfants d'âge scolaire de 5 à 14 ans.

Note aux lecteurs

Le présent article se veut le premier d'une série de diffusions des données de l'Enquête sur la participation et les limitations d'activités (EPLA). Il contient des résultats d'enquête sur la prévalence, le type et la sévérité de l'incapacité, selon l'âge et le sexe. D'autres communiqués sont prévus pour 2008; ils traiteront de sujets tels que les soins reçus par les personnes ayant des incapacités, l'incidence sur une famille d'un enfant ayant une incapacité et les obstacles à l'emploi.

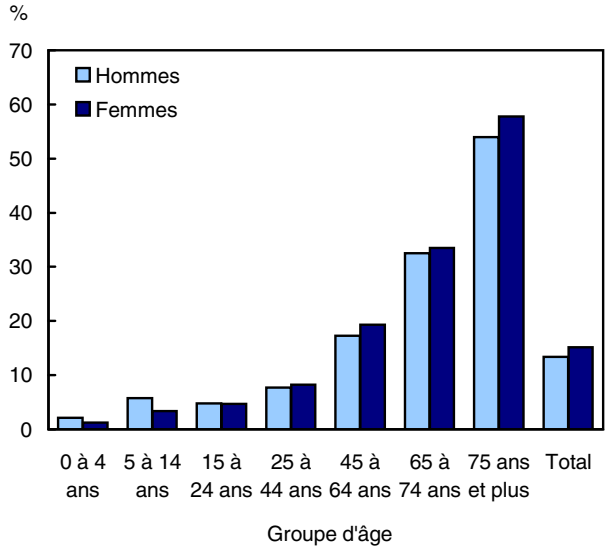
L'EPLA est une enquête nationale permettant de recueillir de l'information sur les adultes et les enfants ayant une incapacité, c'est-à-dire, dont les activités quotidiennes sont limitées en raison d'un état ou d'un problème de santé. Financée par Ressources humaines et Développement social Canada et menée par Statistique Canada, l'EPLA fournit des renseignements essentiels sur la prévalence des diverses incapacités, les soutiens aux personnes ayant des incapacités, leur profil d'emploi, leur revenu et leur participation au sein de la société.

Les dernières données recueillies sur les personnes ayant une incapacité remontent à 2001, année où a eu lieu l'EPLA précédente. L'EPLA de 2006 permet d'évaluer les changements qui ont eu lieu au cours des cinq années précédentes relativement au nombre de personnes ayant une incapacité et à leur situation. Par ailleurs, de nouvelles questions ont été ajoutées à l'enquête pour refléter les changements technologiques ainsi que les nouveaux besoins en matière de politiques et de programmes.

Dans le cadre de l'EPLA, les personnes ayant des incapacités sont celles qui ont indiqué éprouver des difficultés au cours des activités de la vie quotidienne ou qui ont indiqué qu'un état physique ou mental ou qu'un problème de santé a réduit la nature et le nombre d'activités qu'elles pouvaient faire.

Environ 48 000 personnes ont été interrogées dans le cadre de l'enquête, soit environ 39 000 adultes et 9 000 enfants. Les personnes résidant dans les logements privés et certains logements collectifs de l'ensemble des provinces et des territoires faisaient partie du champ d'observation de l'enquête. Les personnes résidant en établissements et dans les réserves des Premières Nations étaient exclues de l'enquête.

Taux d'incapacité, selon l'âge et le sexe



La population vieillit, mais le vieillissement n'est pas le seul facteur à l'origine du taux d'incapacité

Le vieillissement de la population est l'un des facteurs qui ont contribué à la hausse du taux d'incapacité depuis 2001. Il n'explique toutefois pas la totalité de la hausse.

Entre 2001 et 2006, l'âge médian de la population est passé de 37,0 ans à 38,3 ans. L'âge médian est l'âge que dépasse la moitié de la population et que l'autre moitié de la population n'a pas encore atteint.

Pour contrôler l'incidence du vieillissement de la population sur les taux d'incapacité, des comparaisons ont été effectuées au fil du temps à l'aide du «taux d'incapacité normalisé selon l'âge». Ce taux supprime l'incidence des différences liées à la structure par âge des populations au sein des régions et au fil du temps.

Si la population n'avait pas vieilli entre 2001 et 2006, le taux d'incapacité noté en 2006 aurait été de 13,5 % au lieu de 14,3 %. Ainsi, au cours de cette période, environ 40 % de la hausse du taux d'incapacité s'expliquerait par le vieillissement de la population.

Toutefois, les taux d'incapacité ont augmenté pour pratiquement tous les groupes d'âge. Cela laisse entendre qu'un changement des profils d'incapacité, des pratiques de déclaration ou d'une combinaison des deux peut entrer en jeu.

Au cours de la période de cinq ans, la sévérité des incapacités des adultes âgés de 15 ans et plus s'est accrue de façon progressive. La hausse la plus importante (+26,6 %) concerne le nombre de personnes ayant indiqué avoir des incapacités légères. La hausse la plus faible (+16,4 %) concerne le nombre de personnes ayant déclaré avoir des incapacités très sévères.

Enfants : Légère hausse de la part d'enfants ayant des incapacités

Parmi les enfants âgés de 14 ans et moins, on estime que 202 350 enfants ont indiqué avoir une incapacité quelconque en 2006, soit 3,7 % de la population de ce groupe d'âge. Ce pourcentage était de 3,3 % en 2001.

Parmi les enfants âgés de 4 ans et moins ayant une ou plusieurs incapacités, 69,8 % avaient une incapacité liée à un état de santé chronique. Celle-ci conjuguée aux retards de développement ont constitué les principaux types d'incapacités pour les garçons et les filles de ce groupe d'âge. Les états chroniques les plus communément déclarés étaient l'asthme ou les allergies graves, le trouble déficitaire de l'attention (avec ou sans hyperactivité) et l'autisme.

Parmi les enfants de 5 à 14 ans, environ 69,3 % des enfants ayant une incapacité ont indiqué avoir un trouble d'apprentissage. En 2006, les troubles d'apprentissage touchaient 121 080 enfants âgés de 5 à 14 ans, soit 3,2 % de l'ensemble des enfants de ce groupe d'âge.

Les états de santé chroniques ont touché 66,6 % des enfants de 5 à 14 ans ayant une incapacité, tandis que le trouble de la parole touchait 44,8 % de ces enfants. On estime que 78 240 enfants d'âge scolaire avaient un trouble de la parole.

En 2006, environ la moitié des enfants âgés de 4 ans et moins ont indiqué avoir une seule incapacité. Un peu plus de 40 % ont mentionné avoir deux incapacités, et un peu moins de 9 % ont indiqué en avoir trois ou plus.

En ce qui concerne les enfants de 5 à 14 ans, la probabilité qu'ils aient plusieurs incapacités est bien plus élevée. En réalité, presque trois quarts des enfants d'âge scolaire ayant une incapacité ont indiqué en avoir plusieurs, tandis que seulement 26,3 % avaient une seule incapacité.

En ce qui concerne les enfants âgés de 5 à 14 ans ayant des incapacités, la plus grande proportion a indiqué avoir une incapacité légère (33,5 %), suivie

d'une incapacité modérée (24,1 %), sévère (23,5 %) et très sévère (18,9 %).

Adultes : Des hausses particulièrement importantes en ce qui concerne les troubles d'apprentissage

Entre 2001 et 2006, le taux d'incapacité des adultes âgés de 15 ans et plus a augmenté, passant de 14,6 % à 16,5 %. Les taux ont crû pour tous les types d'incapacité, à l'exception de la déficience développementale.

La hausse est particulièrement importante en ce qui concerne les troubles d'apprentissage. Le nombre de Canadiens de 15 ans et plus ayant des troubles d'apprentissage s'est accru de près de 40 % pour atteindre un nombre estimatif de 631 000 personnes en 2006.

Les adultes sont touchés principalement par des problèmes liés à la douleur, à la mobilité et à l'agilité. Près de 3 millions de personnes âgées de 15 ans et plus ont mentionné avoir une de ces limitations.

On estime que 1 265 000 adultes (soit 5,0 % des adultes) ont déclaré avoir une incapacité auditive. Près de 815 000 adultes (3,2 %) ont indiqué avoir des incapacités visuelles, alors qu'environ 480 000 adultes (1,9 %) ont mentionné avoir un trouble de la parole.

En ce qui concerne la population en âge de travailler (15 à 64 ans), la limitation des activités la plus commune est la douleur et les malaises, lesquels touchent trois personnes ayant des incapacités sur quatre (74,4 %). Selon les estimations, 1,8 million de personnes en âge de travailler (soit 8,6 % du total) ont des incapacités liées à des douleurs ou à des malaises. Ces sortes d'incapacité sont bien plus communes pour les femmes en âge de travailler que pour les hommes.

Parmi les personnes âgées de 65 ans et plus ayant des incapacités, trois personnes sur quatre (76,4 %) ont indiqué une limitation de la mobilité, laquelle est l'incapacité la plus commune devant la douleur. Plus de 1,3 million de personnes, soit un tiers de l'ensemble des personnes âgées, ont déclaré une limitation de la mobilité.

Des incapacités liées à la mobilité ont été indiquées par moins de 2 % des personnes de 15 à 24 ans. Ces incapacités touchaient environ 44 % des personnes âgées de 75 ans et plus.

Les taux d'incapacité augmentent dans l'ensemble des provinces

Les taux d'incapacité se situent entre un creux de 10,4 % au Québec et un sommet de 20,0 % en Nouvelle-Écosse. Parmi les autres provinces, celles de l'Est ont en moyenne enregistré des taux d'incapacité plus élevés que ceux des provinces de l'Ouest. L'Ontario a enregistré un taux d'incapacité (15,5 %) légèrement supérieur au taux national.

Entre 2001 et 2006, les taux d'incapacité ont crû dans toutes les provinces. Le vieillissement de la population permet davantage d'expliquer les hausses des provinces de l'Atlantique, car leurs populations sont parmi les plus âgées du Canada.

En 2006, l'EPLA a été menée pour la première fois dans les trois territoires du Canada. Le Yukon a enregistré le taux d'incapacité le plus élevé (13,5 %), suivi des Territoires du Nord-Ouest (8,6 %) et du Nunavut (6,4 %).

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3251.

Les publications *Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2006 : rapport technique et méthodologique* (89-628-XWF2007001, gratuite), *Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2006 : rapport analytique*, nº 2 (89-628-XWF2007002, gratuite), et *Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2006 : tableaux*, nº 3 (89-628-XWF2007003, gratuite), sont maintenant accessibles à partir du module *Publications* de notre site Web. Sous *Publications Internet gratuites*, choisissez *Santé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Patric Fournier-Savard au 613-951-9228 (*patric.fournier-savard@statcan.ca*), Division de la statistique sociale et autochtone. ■

Intermédiaires financiers de dépôts : activités et performance économique

2006

Les importants niveaux de l'emploi et les fortes dépenses des consommateurs et des entreprises ont alimenté la croissance du volume des prêts et des dépôts en 2006. Pour cette raison, la valeur des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts (les banques à charte, les sociétés de fiducie, les caisses populaires et les caisses d'épargne et de crédit) s'est accrue de 5,0 % par rapport à 2005.

Au total, ces intermédiaires ont fourni pour 64,8 milliards de dollars de services. Le taux de croissance enregistré en 2006 se situait près de la moyenne annuelle de 6,1 %, calculée depuis le début de l'enquête il y a 10 ans.

Cette branche d'activité a connu un bon rendement, grâce à une croissance du volume des services bancaires au détail, à de forts revenus de transactions mobilières et à des frais élevés à la suite de fusions et d'acquisitions. Toutefois, ces sources de revenu ont subi la pression d'une concurrence accrue et d'un rétrécissement de la marge d'intérêt sur les produits de prêt.

Le revenu net d'intérêts a crû de 3,1 % pour passer à 32,8 milliards de dollars, en grande partie en raison d'un accroissement des marges sur les dépôts et d'une hausse du volume des prêts aux particuliers et aux entreprises. Cette croissance a été partiellement neutralisée par une diminution des services de gestion de trésorerie et des services bancaires d'investissement, elle-même attribuable à une hausse des coûts de financement des stratégies de financement spéculatif par emprunt et à une baisse des nouvelles émissions (plus faible volume des placements initiaux de titres sur les Bourses canadiennes).

Le revenu autre que d'intérêts a monté de 6,9 % pour atteindre 32,0 milliards de dollars. Le revenu net d'intérêts a dépassé le revenu autre que d'intérêts dans cette branche d'activité. Cependant, la forte croissance des revenus provenant des services tarifés, observée depuis 10 ans, a presque ramené cet écart à zéro. En 2006, les frais de gestion de placements et de fonds communs de placement ont connu une hausse appréciable, tout comme ceux des services afférents aux cartes de crédit, aux dépôts et aux paiements.

En 2006, les intermédiaires financiers de dépôts ont augmenté de 12,3 % leurs provisions pour créances irrécouvrables, lesquelles sont passées à 2,8 milliards de dollars. Ces provisions reflètent les pertes auxquelles les intermédiaires financiers de dépôts s'attendent des créances douteuses et des autres instruments de crédit.

Note aux lecteurs

L'Enquête annuelle sur les intermédiaires financiers de dépôts porte sur les activités au Canada des principaux intermédiaires financiers de dépôts, c'est-à-dire les banques à charte, les sociétés de fiducie, les caisses populaires et les caisses d'épargne et de crédit. Cette enquête n'englobe pas les opérations étrangères.

*Les **services bancaires au détail** (les banques à charte, les sociétés de fiducie, les caisses populaires et les caisses d'épargne et de crédit) regroupent tous les services financiers offerts aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises par l'entremise d'un réseau traditionnel de succursales.*

*Les **services de financement des grandes entreprises et des institutions publiques** regroupent les services de financement et d'exploitation, ce qui comprend les prêts consortiaux et le financement du commerce extérieur, des exportations et des projets.*

*Les **services financiers électroniques** sont les services offerts aux particuliers, aux entreprises et aux institutions publiques par l'entremise des réseaux de guichets automatiques, des centres téléphoniques et d'Internet. Certains répondants n'ont pas été en mesure de fournir des estimations distinctes de leurs activités dans le secteur des services financiers électroniques. Cela a peut-être donné lieu à une sous-estimation de la valeur de ces services et à une surestimation des services bancaires au détail. Les totaux agrégés pour ces deux segments demeurent significatifs.*

*Les **services de gestion de trésorerie et services bancaires d'investissement :** Les services de gestion de trésorerie servent à gérer les fonds des intermédiaires financiers de dépôts proprement dits. Les services bancaires d'investissement englobent les services aux particuliers, aux entreprises et aux institutions publiques, comme le courtage des valeurs mobilières, la gestion de fonds communs de placement, le financement des entreprises et d'autres services d'investissement.*

*Les **services fiduciaires** regroupent l'ensemble des services fiduciaires ou d'agents, comme la tenue de registres, la garde et l'évaluation du rendement de fiducies personnelles, de caisses de retraite, de placements d'entreprises et d'institutions et de régimes enregistrés collectifs d'épargne-retraite.*

*Le **revenu net d'intérêts** représente l'écart entre le revenu d'intérêts et les frais d'intérêts. Le revenu d'intérêts comprend les intérêts tirés des prêts, des titres et des dépôts des intermédiaires financiers de dépôts. Les frais d'intérêts comprennent les intérêts versés sur les dépôts, les débentures subordonnées et autres frais d'intérêts.*

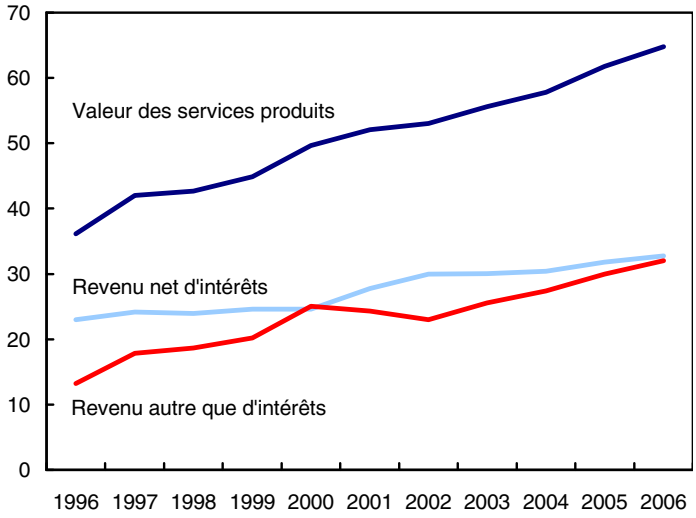
*Le **revenu autre que d'intérêts** représente toutes les sources de revenus autres que les intérêts, comme le revenu provenant des activités de courtage et autres services liés aux valeurs mobilières, des services de crédit, d'opérations sur les marchés mobiliers, les frais de services sur les dépôts et paiements, les frais de gestion des fonds communs de placement, les services de cartes de crédit, les opérations de change, le revenu de titrisation et le revenu intersectoriel.*

*La **valeur des services produits** est égale à la somme du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts et ne doit pas être confondue avec les frais de service.*

La plupart des intermédiaires financiers de dépôts ont augmenté leurs provisions en raison du volume accru de prêts et du nombre plus élevé de radiations de prêts aux particuliers et aux entreprises, mais ce n'était pas le cas pour tous.

Valeur des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts

En milliards de dollars



Les services bancaires au détail continuent de prospérer

La valeur des services dans le segment des services bancaires au détail a progressé de 6,5 % en 2006, en raison d'une croissance du revenu net d'intérêts (+4,9 %) et du revenu autre que d'intérêts (+11,0 %). Les services au détail, ayant représenté 61,7 % de la valeur totale des services produits, ont raffermi leur position de principale activité productrice de revenu pour les intermédiaires financiers de dépôts.

Les faibles taux d'intérêt à long terme ont continué d'engendrer une forte demande de prêts aux particuliers et de prêts hypothécaires résidentiels. Le marché du travail a aussi contribué à cette demande, tout comme un marché de l'habitation vigoureux mais modéré. Des volumes élevés et une amélioration des marges sur les dépôts ont également souvent été déclarés.

Ce segment d'activité est depuis toujours fondé en grande partie sur les taux d'intérêt. Le revenu net d'intérêts a continué de représenter la part la plus importante (71,6 %) de la valeur des services offerts par le secteur bancaire au détail. Néanmoins, ce pourcentage ne cesse de diminuer depuis cinq ans, étant donné la place beaucoup plus grande dans le marché de détail que prennent les revenus provenant des services tarifés.

Stabilité dans les activités de gestion de trésorerie et de services bancaires d'investissement

La valeur des services de gestion de trésorerie et des services bancaires d'investissement est demeurée stable en 2006 (11,8 milliards de dollars), ayant représenté 18,3 % de la valeur totale des services produits.

Les frais plus élevés provenant des fusions et des acquisitions de même que les importants revenus de transactions mobilières n'ont pas réussi à neutraliser la diminution des prises fermes de titres de participation. Cependant, la contribution de ce portefeuille aux services produits pour la branche d'activité continue d'occuper le deuxième rang.

Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 4,0 % pour atteindre 11,6 milliards de dollars. La croissance des frais de gestion de placements et de fonds communs de placement a contribué à cette augmentation, grâce à un afflux de capitaux dans les fonds et à des titres de plus grande valeur dans les portefeuilles sous gestion.

Le revenu net d'intérêts est passé à 207 millions de dollars en raison d'achats de titres décevants et d'une hausse des coûts du financement lié aux transactions mobilières. De plus, les règlements financiers et les autres pertes sur opérations étrangères ont été déduits du revenu net d'intérêts au Canada.

Très bonne année pour les services financiers électroniques

La valeur des services produits pour le portefeuille des services financiers électroniques s'est établie à 7,4 milliards de dollars en 2006, en hausse de 8,7 % par rapport à 2005. Ce portefeuille continue d'être le secteur d'activité des intermédiaires financiers de dépôts qui connaît la plus forte croissance depuis le début de l'enquête.

Le revenu net d'intérêts a progressé de 11,3 %, alors que le revenu autre que d'intérêts affichait une hausse un peu moins forte (+7,8 %). Des soldes plus élevés et de plus gros volumes de transactions par cartes de crédit ont contribué à cette croissance. Parmi les autres facteurs, on retrouve les hausses enregistrées au chapitre des services de paiements et, dans bien des cas, un accroissement du réseau des succursales et des guichets automatiques.

Les activités non productrices d'intérêts ont représenté la majeure partie (72,4 %) de la valeur des services de ce portefeuille. Cependant, cette valeur demeure toujours inférieure au sommet de 89,5 % atteint en 1999.

Les services financiers électroniques représentent pour les intermédiaires financiers de dépôts la troisième source de revenus. En 2006, ils ont représenté 11,4 % de tous les services produits, pourcentage qui n'a cessé d'augmenter depuis le début de l'enquête. Ce portefeuille est un moyen utilisé pour étendre la portée des autres produits et services financiers.

Croissance modérée du portefeuille de financement des grandes entreprises et des institutions

La valeur des services offerts par les activités de financement des grandes entreprises et des institutions a augmenté de 7,0 % pour atteindre 4,4 milliards de dollars en 2006, poursuivant ainsi le mouvement à la hausse amorcé en 2005. Le segment du financement des grandes entreprises et des institutions a représenté 6,8 % de la valeur totale des services.

Le revenu autre que d'intérêts a grimpé de 13,5 % pour se situer à 2,6 milliards de dollars, mais il a été neutralisé par une diminution de 1,2 % du revenu net d'intérêts, lequel s'est établi à 1,8 milliard de dollars.

La forte demande de prêts par les entreprises et l'augmentation du volume des dépôts ont été en partie effacées par une diminution des marges sur les prêts aux grandes entreprises et par une plus importante titrisation des actifs. Les gains et les pertes attribuables à la titrisation sont comptabilisés comme revenu autre que d'intérêts, ce qui explique leur effet négatif sur le revenu net d'intérêts.

Diminution dans les services fiduciaires

La valeur des services fiduciaires a baissé de 13,7 % pour s'établir à 1,2 milliard de dollars en 2006, ces services continuant d'être intégrés au portefeuille des services de gestion de trésorerie et des services bancaires d'investissement.

Une croissance généralisée des actifs gérés et administrés a été déclarée en 2006, tout comme une hausse des marges sur les produits de placement pour les particuliers.

Les services fiduciaires ne constituent habituellement qu'une faible partie de la valeur totale des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts. En 2006, ils ne représentaient que 1,9 %.

Données stockées dans CANSIM : tableau 182-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2513.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Allison Blais au 613-951-3181 (*allison.blais@statcan.ca*) ou avec Sam Neofotistos au 613-951-4875 (*sam.neofotistos@statcan.ca*), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

Valeur des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts

	Revenu net d'intérêts			Revenu autre que d'intérêts			Valeur des services produits au Canada[1]		
	2005	2006	2005 à 2006	2005	2006	2005 à 2006	2005	2006	2005 à 2006
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
Services bancaires de détail	27 323	28 650	4,9	10 239	11 365	11,0	37 562	40 014	6,5
Financement des grandes entreprises et des institutions	1 819	1 797	-1,2	2 271	2 579	13,5	4 090	4 375	7,0
Services financiers électroniques[2]	1 827	2 033	11,3	4 946	5 332	7,8	6 773	7 365	8,7
Trésorerie et services bancaires d'investissement[3]	716	207	-71,1	11 177	11 622	4,0	11 893	11 829	-0,5
Services fiduciaires	97	93	-4,5	1 323	1 132	-14,4	1 420	1 225	-13,7
Total[4]	**31 782**	**32 778**	**3,1**	**29 956**	**32 030**	**6,9**	**61 738**	**64 808**	**5,0**

1. La valeur des services produits n'est pas diminuée par les provisions pour pertes sur créance.
2. Voir la note aux lecteurs.
3. Certaines opérations de trésorerie à l'échelle internationale qui sont déduites des résultats mondiaux consolidés peuvent avoir des répercussions importantes sur les données canadiennes déclarées par des répondants multinationaux.
4. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Distribution des revenus des activités des intermédiaires financiers de dépôts

	Revenu net d'intérêts			Revenu autre que d'intérêts			Valeur des services produits au Canada		
	2005	2006	2005 à 2006	2005	2006	2005 à 2006	2005	2006	2005 à 2006
	%		variation en points de %	%		variation en points de %	%		variation en points de %
Services bancaires de détail	86,0	87,4	1,4	34,2	35,5	1,3	60,8	61,7	0,9
Financement des grandes entreprises et des institutions	5,7	5,5	-0,2	7,6	8,1	0,5	6,6	6,8	0,2
Services financiers électroniques[1]	5,7	6,2	0,5	16,5	16,6	0,1	11,0	11,4	0,4
Trésorerie et services bancaires d'investissement[2]	2,3	0,6	-1,7	37,3	36,3	-1,0	19,3	18,3	-1,0
Services fiduciaires	0,3	0,3	0,0	4,4	3,5	-0,9	2,3	1,9	-0,4
Total[3]	**100,0**	**100,0**	**0,0**	**100,0**	**100,0**	**0,0**	**100,0**	**100,0**	**0,0**

1. *Voir la note aux lecteurs.*
2. *Certaines opérations de trésorerie à l'échelle internationale qui sont déduites des résultats mondiaux consolidés peuvent avoir des répercussions importantes sur les données canadiennes déclarées par des répondants multinationaux.*
3. *Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.*

Types de revenu par types d'activité

	Proportion de la valeur des services produits au Canada					
	Revenu net d'intérêts			Revenu autre que d'intérêts		
	2005	2006	2005 à 2006	2005	2006	2005 à 2006
	%		variation en points de %	%		variation en points de %
Services bancaires de détail	72,7	71,6	-1,1	27,3	28,4	1,1
Financement des grandes entreprises et des institutions	44,5	41,1	-3,4	55,5	58,9	3,4
Services financiers électroniques[1]	27,0	27,6	0,6	73,0	72,4	-0,6
Trésorerie et services bancaires d'investissement[2]	6,0	1,7	-4,3	94,0	98,3	4,3
Services fiduciaires	6,8	7,6	0,8	93,2	92,4	-0,8
Total	**51,5**	**50,6**	**-0,9**	**48,5**	**49,4**	**0,9**

1. *Voir la note aux lecteurs.*
2. *Certaines opérations de trésorerie à l'échelle internationale qui sont déduites des résultats mondiaux consolidés peuvent avoir des répercussions importantes sur les données canadiennes déclarées par des répondants multinationaux.*

■

Investissement en construction résidentielle

Troisième trimestre de 2007

L'investissement en construction résidentielle a enregistré un nouveau sommet au troisième trimestre de 2007, ayant atteint 24,3 milliards de dollars, en hausse de 9,0 % comparativement au même trimestre en 2006. L'augmentation du niveau provient à la fois des logements neufs (+10,1 %), des rénovations (+8,4 %) et des coûts d'acquisition (+5,7 %).

En comparaison du troisième trimestre de 2006, les dépenses pour la construction de nouveaux logements ont progressé de 10,1 % et ont atteint 12,4 milliards de dollars. La plus forte contribution à la hausse de cette composante provient des dépenses d'investissement dans les nouveaux logements unifamiliaux, lesquelles se sont élevées à 7,9 milliards de dollars, en hausse de 10,9 %. La construction d'appartements ou de logements en copropriété s'est accrue de 6,2 % et s'est élevée à 2,6 milliards de dollars. L'investissement dans les habitations jumelées et les habitations en rangée a aussi beaucoup augmenté, ayant enregistré des progressions respectives de 18,4 % et de 16,2 %.

La croissance de l'investissement dans les nouveaux logements a été attribuable dans une large mesure à la forte augmentation des coûts par rapport au troisième trimestre de 2006.

En dollars constants, les dépenses pour la construction de nouveaux logements unifamiliaux étaient en hausse de 2,2 % par rapport au troisième trimestre de 2006. Les logements jumelés et les logements en rangée ont connu des hausses respectives de 7,9 % et de 7,2 %. Pour les appartements ou les logements en copropriété, les dépenses ont diminué de 3,2 %.

La situation favorable de l'emploi, la croissance du revenu disponible, les options financières attrayantes et le dynamisme de l'économie de l'Ouest canadien ont continué à soutenir la demande de logements.

Toutefois, la détérioration de l'abordabilité des logements en raison de la croissance rapide des prix des logements neufs et des récentes hausses des taux hypothécaires pourraient nuire à la demande.

Les dépenses en rénovations ont crû de 8,4 % par rapport au troisième trimestre de 2006 pour se chiffrer à 9,8 milliards de dollars. Cela a représenté 40,3 % de l'investissement total dans la construction résidentielle. Les coûts d'acquisition ont augmenté de 5,7 % et ont atteint 2,1 milliards de dollars.

Des hausses ont été enregistrées dans l'ensemble des provinces et des territoires. La plus importante croissance en dollars s'est produite en Alberta (+17,4 % pour un total de 3,9 milliards de dollars), en grande partie grâce à l'accroissement des dépenses pour la construction de nouveaux logements.

Le Québec a suivi, ayant affiché une hausse de l'investissement de 9,2 % pour atteindre 5,4 milliards de dollars. Cette hausse provient surtout des nouvelles constructions et des rénovations.

La Colombie-Britannique a également connu une forte progression (+11,2 %) pour s'établir à 3,8 milliards de dollars.

Les fortes dépenses en rénovations expliquent principalement la croissance de l'investissement total (+2,3 %) en Ontario, lequel s'est établi à 8,4 milliards de dollars.

La valeur totale des investissements en construction résidentielle pour les trois premiers trimestres de 2007 s'est chiffrée à 65,4 milliards de dollars, en hausse de 7,5 % par rapport à la même période en 2006.

Nota : L'investissement en construction résidentielle se divise en trois composantes principales. La première est la construction résidentielle neuve, qui comprend les logements unifamiliaux, les maisons jumelées, les maisons en rangée et les appartements, les chalets, les maisons mobiles et les unités supplémentaires de logements créées à partir d'anciens immeubles non résidentiels ou d'autres types d'immeubles résidentiels (les transformations). Les rénovations forment la deuxième composante de l'investissement en construction résidentielle. Cette composante est constituée des améliorations et des modifications apportées à des logements existants. La troisième composante fait référence aux coûts d'acquisition, qui désignent la valeur des services liés à la vente de logements neufs. Ces coûts comprennent la taxe de vente, les frais de développement de terrain et les services, ainsi que les frais d'étude de dossier pour fins d'assurance hypothécaire et la prime s'y rattachant.

L'exclusion des coûts de transferts de propriété du total de l'investissement présenté dans ce communiqué et dans le tableau CANSIM 026-0013 fait en sorte que les chiffres diffèrent de ceux publiés dans les Comptes économiques nationaux (tableau CANSIM 380-0010).

Données stockées dans CANSIM : tableau 026-0013.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5016.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au 613-951-2025

(*bdp_information@statcan.ca*), Division de l'investissement et du stock de capital.

Investissement en construction résidentielle

Provinces et territoires	Troisième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2006 au troisième trimestre de 2007
	en millions de dollars		variation en %
Canada	**22 252,1**	**24 259,8**	**9,0**
Terre-Neuve-et-Labrador	330,2	374,7	13,5
Île-du-Prince-Édouard	75,8	84,6	11,7
Nouvelle-Écosse	524,4	564,5	7,7
Nouveau-Brunswick	438,4	504,2	15,0
Québec	4 902,6	5 355,1	9,2
Ontario	8 257,8	8 443,6	2,3
Manitoba	505,7	568,1	12,3
Saskatchewan	401,8	561,5	39,8
Alberta	3 295,2	3 867,7	17,4
Colombie-Britannique	3 437,1	3 821,8	11,2
Yukon	41,3	52,8	28,0
Territoires du-Nord-Ouest	20,2	26,7	32,7
Nunavut	21,7	34,4	59,1

Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

Énergie électrique
Septembre 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de septembre sur l'énergie électrique.

Données stockées dans CANSIM : tableau 127-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2151.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Papier-toiture asphalté
Octobre 2007

Il est maintenant possible de consulter les données d'octobre sur le papier-toiture asphalté.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0052.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2123.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Charbon et coke
Septembre 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de septembre sur le charbon et le coke.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2003 et 2147.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels

Troisième trimestre de 2007 (données révisées)

À la suite de la diffusion des comptes économiques et financiers nationaux du troisième trimestre de 2007, les estimations révisées du troisième trimestre sur les investissements en construction de bâtiments non résidentiels sont maintenant offertes.

Données stockées dans CANSIM : tableau 026-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5014.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bechir Oueriemmi au 613-951-1165 (*bdp_information@statcan.ca*), Division de l'investissement et du stock de capital. ■

Programme international pour le suivi des acquis des élèves

2006

Le rapport intitulé *À la hauteur : résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE : La performance des jeunes du Canada en sciences, en lecture et en mathématiques : premiers résultats de 2006 pour les Canadiens de 15 ans* (81-590-XIF2007001, gratuit) sera accessible à partir de notre site Web à compter du 4 décembre. À partir du module *Publications*, choisissez *Publications Internet gratuites*, puis *Éducation, formation et apprentissage*, et enfin *À la hauteur : résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE*. Les points saillants de ce rapport seront publiés dans *Le Quotidien* du 5 décembre. Cette stratégie de diffusion a été mise en place afin de se coordonner avec la diffusion du rapport international de PISA le 4 décembre, tout en évitant un conflit avec la diffusion du recensement prévue le même jour.

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) a été mis en oeuvre collectivement par les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Au Canada, le PISA est géré par l'entremise d'un partenariat entre le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), Ressources humaines et Développement social Canada et Statistique Canada.

Ce rapport sera également accessible à partir des sites Web du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (*www.pisa.gc.ca*) et du Conseil des ministres de l'éducation (Canada) (*www.cmec.ca*).

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (*educationstats@statcan.ca*), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-4441. ■

Nouveaux produits

Statistiques sur les revenus des exploitants agricoles, 2005
Numéro au catalogue : 21-206-XWF
(gratuit).

L'Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2006 : l'incapacité au Canada : Enquête sur la participation et les limitations d'activités 2006 : rapport technique et méthodologique, 2006, nº 1
Numéro au catalogue : 89-628-XWF2007001
(gratuit).

L'Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2006 : l'incapacité au Canada : L'Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2006 : rapport analytique, 2006, nº 2
Numéro au catalogue : 89-628-XWF2007002
(gratuit).

L'Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2006 : l'incapacité au Canada : L'Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2006 : tableaux, 2006, nº 3
Numéro au catalogue : 89-628-XWF2007003
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

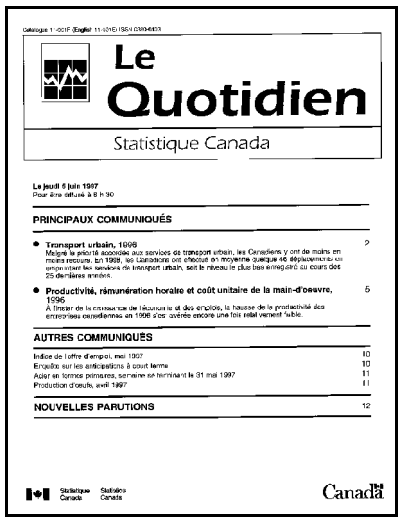
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquêtes sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca*. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.